



- **Aux Organisations du CCN**
- **Copie à la direction confédérale**

Chers-es Camarades,

La crise actuelle du système capitaliste constitue un tournant majeur dans le processus de répartition mondiale des richesses et les rapports de force internationaux. Une poignée de multinationales et de banques intensifient, avec la complicité des différents gouvernements, le libre-échange, dans chaque région du monde, dans le cadre d'unions et d'institutions mises en place à cette fin, usent des guerres et des pénuries organisées de biens et de main-d'œuvre comme autant d'outils pour dégager des profits exceptionnels. Le tout en imposant un mode de production mettant en péril notre environnement vital et l'humanité elle-même. Ce faisant, une minorité s'accapare une richesse qui n'a jamais été aussi grande.

Persuadés que la course aux profits est le mécanisme le plus efficace pour alimenter l'expansion et la croissance économique, la finance internationale et les gouvernements à son service mettent en œuvre toutes les mesures nécessaires en ce sens : pression sur les salaires, temps partiels imposés, flexibilité, précarité, casse des statuts, ouverture à la concurrence, partenariat public-privé, concurrence fiscale, financiarisation de l'économie.... Ils planifient et organisent dans le même temps la destruction des grands dispositifs solidaires, tels que la Sécurité Sociale, représentant des obstacles aux assurances privées, aux fonds de pensions et plus généralement, à l'initiative privée ; la privatisation et la libéralisation des secteurs clés de l'industrie ainsi que les télécoms, la poste, le gaz, l'énergie, le transport, la santé, la culture, la recherche, la formation, l'éducation... Les évolutions récentes de ce système qui entraînent, par exemple en France, un manque de masque et des pénuries de médicaments en pleine pandémie, mettent en lumière les conséquences néfastes de cette organisation de la production, qui répond aux besoins du capital et non aux besoins essentiels des populations.

L'attaque est globale, elle appelle à la construction d'une réponse globale.

Il n'y a guère d'aménagement possible tant il devient de plus en plus clair que le capital n'en acceptera plus aucun et que sa recherche de « partenaires sociaux » à l'échelle nationale et internationale ne vise qu'à entériner et accompagner sans concession ses propres choix. De leur fait, très concrètement, sans rapport de force, il n'y a plus « de grain à moudre ».

Cette situation impose une réflexion profonde sur le rôle de notre organisation dans la période et sur sa capacité à contester, avec les travailleurs et travailleuses, la soumission de la société toute entière au marché, pour imposer une autre répartition des richesses, par l'affrontement sur le terrain de la production et de la distribution, à la hauteur de celui que nous impose l'offensive du capital. Ce sont les débats autour des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir dans ce contexte particulier, qui doivent traverser toutes les structures de la CGT dans le cadre de la préparation de

notre 53<sup>ème</sup> congrès. Il nous faut également tirer le bilan des années écoulées au regard de nos choix passés et du contexte économique et social actuel.

Le document de notre 52<sup>ème</sup> congrès pointait déjà une « *remise en cause par Emmanuel Macron du syndicalisme interprofessionnel et confédéré* », dernier rempart à la réalisation du plan de reconquête du capital. De quel syndicalisme confédéré sommes-nous aujourd'hui devenus le nom ? Alors que le document prônait « *Un syndicalisme CGT de classe, de masse, de lutte, unitaire, démocratique et indépendant.* », quelles stratégies avons-nous développées ces 3 dernières années et au regard de quels objectifs ? Quelles avancées, ou tentatives, dans le sens de l'unité de notre organisation avons-nous fait ?

À rebours de ces engagements, la direction confédérale a imposé une série de choix politiques sans concertation avec nos organisations. Pire, ces orientations décidées avec des organisations et des associations extérieures à la CGT, dont certaines ont des objectifs affichés opposés aux nôtres, vont à l'encontre de l'intérêt des salariés et usagers de nombreux secteurs professionnels. Ceci nous prive des débats nécessaires pour envisager la pérennisation des outils de production absolument indispensables et concevoir l'ensemble des transitions industrielles à planifier pour répondre aux besoins des populations et du pays tout en veillant à la préservation de la planète.

Comment, sans implication de ces travailleuses et travailleurs, la CGT peut alors prétendre construire le rapport de force nécessaire à la « relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services » ?

Pour entériner ces choix et imposer une mutation profonde de notre organisation sans aucun débat, la direction confédérale a fait le choix de considérer nos instances démocratiques, non comme des lieux de construction collective, mais comme des chambres d'enregistrement d'un projet qui n'est pas le fruit de la réflexion collective de nos organisations. La préparation du 53<sup>ème</sup> congrès marque une accentuation de ces méthodes.

Ainsi, nous avons découvert dans la presse, le nom de la camarade choisie par le Secrétaire Général sortant pour lui succéder et la feuille de route qu'il lui a confiée. Puis, dans un second temps, sont venues les candidatures à la Commission Exécutive Confédérale et enfin, la désignation des délégués au congrès. Il apparaît donc que la direction confédérale agit en dehors de toute règle et sans volonté de rassembler l'organisation. De ce fait, il devient courant de découvrir dans la presse des décisions ou annonces liées aux questions de direction et d'orientation qui devraient normalement faire l'objet de débats et de décisions en CCN. À cet état de fait, s'ajoute la difficulté qu'à ce jour, le CCN n'a toujours pas pris connaissance et donc pas pu se prononcer sur le bilan d'activité de la direction sortante et sur le document d'orientation à soumettre aux syndicats, tout comme il n'a pas été en situation de travailler à la construction de la direction confédérale (CEC, BC, SG). Si les délais statutaires de diffusion des différents documents seront tenus, force est de constater que les périodes de vacances de Noël et d'hiver compliquent l'organisation des débats et l'appropriation des enjeux par les syndicats – cela, alors que le congrès a été reporté de presque un an !

Par ce courrier, nous tenons à rappeler que les relations entre organisations de la CGT sont fondées sur les principes de la démocratie syndicale et du fédéralisme, dans le respect de l'autonomie d'expression et de décision de nos organisations ; que la confédération n'est pas une organisation au-dessus des organisations de la CGT mais « *l'émanation et le bien commun de toutes les organisations qui la composent* ». Ces pratiques mettent toute l'organisation en difficulté.

La culture du débat est indispensable à la vie de nos organisations. La réflexion collective est le gage d'un fonctionnement démocratique qui garantit à chaque syndiqué d'être auteur, acteur et décideur de notre organisation. C'est bien ce triptyque analyse, débat, action qui permet la mise en mouvement du monde du travail et, par là-même, la préfiguration de la société, débarrassée de la dictature du profit, à laquelle nous aspirons.

C'est pourquoi, il revient aux organisations du CCN de garantir la souveraineté des syndicats par l'impulsion à tous les niveaux de la mise en débat de nos orientations pour les trois années à venir. En menant ces discussions de façon larges et ouvertes, dans le respect de nos instances. C'est le seul moyen de retrouver l'unité de notre organisation. C'est en ce sens que la Commission Exécutive de l'Union des Syndicats CGT des Bouches-du-Rhône réaffirme son attachement au fédéralisme : mode de fonctionnement historique de la CGT, permettant de coordonner et d'amplifier l'action du monde du travail, basée sur l'autonomie et les coopérations de nos organisations.

La solidarité, la convergence et la confédéralisation de nos luttes, constituent la condition nécessaire à nos victoires à venir. Pour mener cette bataille, notre syndicalisme CGT, de par ses principes fédéralistes et sa structure confédérale à chaque échelon, local, départemental, régional et professionnel, a su construire les outils nécessaires à cette action globale et locale. Aussi, maintenir ces outils, les faire vivre, les renforcer, est un objectif essentiel qui doit guider notre action.

Remettre la réflexion stratégique au cœur de la formation syndicale, réfléchir à la répartition la plus juste des moyens pour faire vivre l'ensemble des organisations CGT, construire et animer dans chaque entreprise et secteur, les nouvelles bases syndicales au périmètre le plus pertinent localement, en lien avec les professions et leurs spécificités...voilà autant de questions et de mesures urgentes à débattre et à mettre en œuvre. Faire du fédéralisme et de ses principes une réalité efficace et solidaire, pour agir ensemble, est aujourd'hui devenu un enjeu vital.

Il est important de considérer que ce qui constitue la vie quotidienne des travailleurs dans chaque entreprise et service naît principalement de la situation globale du capitalisme, du rapport de force entre les classes dans son ensemble, qui détermine fortement ce à quoi chacun sera confronté dans son secteur d'activité, son entreprise et son service. Nous voyons tous les jours comment les patrons à la fois se concurrencent sur les marchés et se coordonnent entre eux et avec le pouvoir politique pour la défense de leurs propres intérêts. Le contexte planétaire du marché, des échanges et de la pression politique et financière détermine donc radicalement les rapports de force sur les lieux de travail et de vie, le contexte légal et les leviers qu'il nous sera possible d'actionner ou pas. C'est pourquoi la nécessité d'agir pour le changement de société n'est pas « en plus », à côté, ou de nature différente du combat dans l'entreprise et le service, mais en constitue un socle essentiel, incontournable à la réussite des luttes quotidiennes dans les entreprises et les services.

Depuis des années, les mobilisations populaires construites en-dehors ou en opposition au mouvement syndical imposent de rétablir les cadres nécessaires à l'unité de notre classe.

C'est pourquoi :

- La démocratie syndicale dans notre organisation est, non seulement l'un des principes qui fondent le fédéralisme CGT, mais encore et surtout la condition absolument nécessaire pour que la confédération toute entière soit l'expression directe et réelle de la classe qu'elle organise en confédérant ses luttes et ses revendications et en adoptant à tous les niveaux des orientations

et des stratégies locales, départementales, régionales, professionnelles, nationales et internationales, conformes aux réalités, aux besoins et aux aspirations des syndiqués et plus largement des travailleurs et travailleuses.

- Loin de nous conduire à renoncer au syndicalisme de lutte, la situation nous oblige à conforter les fondations pour être en capacité de résister à la domination sans partage du capital et du marché qui s'annonce. Les difficultés concrètes que nous rencontrons au quotidien doivent ainsi, au contraire, nous inciter plus que jamais à redynamiser nos organisations et nos structures pour plus d'efficacité, au débat et à l'unité de notre organisation, pour forger les moyens et les outils de coopération et d'action afin de parvenir à construire collectivement le rapport de force nécessaire à l'émancipation de tous et toutes. Par ailleurs, toutes les formes de discriminations et de domination s'opposent au projet émancipateur de la CGT et affaiblissent nos capacités à unir notre camp. C'est pourquoi, sans rien opposer, et parce que nous sommes la CGT, nous devons les mener de front et en cohérence avec les luttes menées partout.

- Et enfin, la conquête de nouveaux droits, l'émancipation de toutes et tous, la conception d'un autre mode de production, d'échange et de distribution, partant des besoins sociaux et soucieux de la préservation de l'environnement écologique, nécessitent de concevoir un véritable changement de société. Ce changement ne peut advenir dans les conditions actuelles de propriété et de financement des industries et des services. « *Le Pacte pour le Progrès social pour vivre et travailler dignement dans les Bouches-du-Rhône* » déployé dans le département participe ainsi que la contribution au débat pour le 53<sup>ème</sup> congrès « *Pour une CGT à la hauteur des enjeux* », à la fois à ébaucher les lignes directrices de ce que nous avons à conquérir et de l'organisation que nous avons à rebâtir.

Ces contenus doivent pouvoir être intégrés au débat, de sorte que les syndicats en conscience et en toute souveraineté décident des orientations et de l'équipe de direction chargée de les mettre en œuvre dans une CGT rassemblée.

Parce que nous assumons nos responsabilités au regard de la situation actuelle et des sollicitations émises par plusieurs organisations lors du dernier CCN et depuis, la Commission Exécutive de l'UD CGT 13 décide de porter dans cet objectif, lors du prochain CCN, que nous souhaitons extraordinaire et dans les plus brefs délais, la candidature du Secrétaire Général de l'UD CGT 13, Olivier MATEU, à la responsabilité de Secrétaire Général de la Confédération.

Fraternellement.

La Commission Exécutive de l'UD CGT 13